

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 4-6 février 2008

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2008/9/3
25 janvier 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT OUGANDA 10121.2

**Aide alimentaire ciblée pour les activités
de secours et de redressement en faveur
des réfugiés, des personnes déplacées et
des autres groupes vulnérables**

Durée du projet	36 mois (1 ^{er} avril 2008–31 mars 2011)
Nombre de bénéficiaires	1 257 000 (moyenne annuelle)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	562 029 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	187 385 086
Coût total pour le PAM	378 876 056

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODK*: Mme S. Rico tél.: 066513-2034

Attachée de liaison, ODJ/ODK**: Mme W. Paeth tél.: 066513-2119

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale

** Bureau régional pour l'Afrique australe et Bureau régional pour l'Afrique orientale et centrale

RESUME

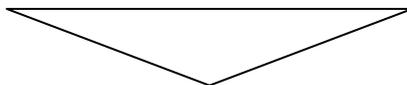
Depuis quelques dizaines d'années, l'Ouganda a subi les effets néfastes de catastrophes naturelles répétées, de conflits intérieurs et de l'instabilité politique des pays voisins. En raison des sécheresses de plus en plus fréquentes et de la violence qui persiste dans la sous-région du Karamoja, nombre d'habitants ne réussissent plus à satisfaire leurs besoins immédiats. La guerre civile qui a sévi dans les sous-régions d'Acholi, de Teso et de Lango dans le nord du pays a obligé 940 000 personnes déplacées à s'installer dans des camps et des sites de transit. L'instabilité qui règne au Soudan et en République démocratique du Congo a amené 187 000 réfugiés à chercher un asile dans les sous-régions du Nil occidental et du Sud-Ouest. Enfin, plus de 900 000 personnes ont été touchées par les sécheresses ou les inondations en 2007.

Toutefois, des solutions à certaines de ces crises de longue date commencent à apparaître. Ainsi, l'ouverture de pourparlers de paix entre l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army) et le Gouvernement de l'Ouganda en 2006 a suscité de nouveaux espoirs de régler le conflit et d'améliorer le sort des personnes déplacées qui vivent dans des camps. De même, la signature de l'Accord de paix global au Soudan en 2005 a renforcé les perspectives de retour dans leur foyer des Soudanais réfugiés en Ouganda dans la sous-région du Nil occidental.

Tenant compte de cette évolution, le Gouvernement a lancé en octobre 2007 son Plan de paix, de redressement et de développement pour le nord de l'Ouganda 2007-2010 afin de mobiliser des ressources humaines et financières en faveur des zones touchées par le conflit. Ce plan sert de cadre à l'action des organismes humanitaires et comporte des clauses spécifiques pour les activités d'aide humanitaire et de redressement. Une évaluation de l'intervention prolongée de secours et de redressement 10121.1 et diverses évaluations préalables de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence ont confirmé que l'aide alimentaire gardait toute son importance dans les zones touchées. En conséquence, la nouvelle intervention a globalement pour objectif de soutenir l'action du Gouvernement qui s'efforce de fournir les secours indispensables et d'aider les ménages exposés à l'insécurité alimentaire à acquérir progressivement une autonomie plus grande compte dûment tenu des possibilités et des problèmes particuliers de chaque zone. Le PAM s'attachera en priorité à sauver des vies grâce à la distribution de secours.

Le PAM et ses partenaires fourniront des secours alimentaires aux populations frappées par les crises sur la base d'une évaluation préalable des besoins. Pour faciliter le passage à l'autosuffisance, ils soutiendront la reconstitution des moyens de subsistance des ménages et le renforcement des services collectifs (éducation, santé et nutrition), des infrastructures et des ressources naturelles. Les rations alimentaires fournies au titre de ces activités couvriront le déficit alimentaire net des populations. Le renforcement des capacités du Gouvernement et d'autres partenaires permettra le transfert ultérieur de ces activités de secours et de redressement. Les objectifs de l'IPSR sont conformes aux cinq Objectifs stratégiques du PAM et aux sept premiers objectifs du Millénaire pour le développement, mais son succès dépendra de la poursuite d'une évolution politique positive en Ouganda et dans les pays voisins.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'IPSR Ouganda 10121.2 "Aide alimentaire ciblée pour les activités de secours et de redressement en faveur des réfugiés, des personnes déplacées et des autres groupes vulnérables en Ouganda" (WFP/EB.1/2008/9/3).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.1/2008/15) publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION ET SCENARIOS

Contexte général

1. Depuis les années 90, le Gouvernement ougandais a lancé un vaste programme de développement qui a permis de réduire les niveaux de pauvreté nationaux et d'améliorer sensiblement de nombreux indicateurs de bien-être des populations. Le classement du pays suivant l'indicateur de développement humain s'est amélioré régulièrement depuis 1995¹ et l'Ouganda se place désormais au 154^e rang sur 177 pays. La prévalence du VIH est tombée de 18 pour cent en 1993 à 6,4 pour cent en 2005. La croissance économique a atteint 5,5 pour cent par an en moyenne depuis 2000. Le pays a également progressé pour réaliser le premier objectif du Millénaire pour le développement "Réduire l'extrême pauvreté et la faim", et le taux de sous-alimentation est tombé de 24 à 19 pour cent entre 1990 et 2000².
2. Toutefois, trois zones directement frappées par des crises n'ont pas bénéficié de cette tendance générale à l'amélioration. Dans la sous-région du Karamoja (nord-est du pays) de nombreux habitants ne sont plus en mesure de satisfaire leurs besoins immédiats en raison des sécheresses répétées et de la violence persistante. Au bout de 21 années de guerre civile dans le nord de l'Ouganda, 940 000 habitants des sous-régions d'Acholi, de Lango et de Teso sont aujourd'hui déplacées et vivent dans des camps et des centres de transit misérables en ayant difficilement accès à leur foyer. En outre, l'instabilité politique qui règne dans la République démocratique du Congo (RDC), au Soudan et au Rwanda a contraint 187 000 personnes à chercher de l'aide et un refuge dans les sous-régions du Nil occidental et du Sud-Ouest de l'Ouganda.
3. La situation est donc particulièrement difficile dans ces zones. La prévalence du VIH dans les camps de personnes déplacées atteint 12 pour cent, soit près du double de la moyenne nationale. Plus de 27 pour cent des femmes vivant dans des camps et dans la sous-région du Karamoja ont subi des violences sexuelles³. Le nombre d'agents de santé varie de 1 pour 4 000 habitants (Acholi et Lango) à 1 pour 2 500 habitants (Karamoja)⁴. Le taux d'abandon scolaire dans le nord est proche de 21 pour cent; il est associé à un absentéisme l'après-midi, en partie dû à la faim⁵; ce taux est plus élevé dans le cas des filles (23,5 pour cent) et des enfants qui ont perdu leurs parents, victimes du VIH/sida ou des conflits. Les infrastructures de base comme les routes d'accès ne sont plus entretenues et la concentration des populations dans les camps pour personnes déplacées et les zones de réinstallation a contribué à la dégradation de l'environnement. La déforestation dépasse maintenant 500 km² par an pour l'ensemble du pays⁶.

¹ L'indicateur de développement humain s'établissait à 0,434 en 1995 contre 0,505 en 2007 (Programme des Nations Unies pour le développement, 2007. *Rapport sur le développement humain 2007/2008*).

² PAM. 2006. Collection *La faim dans le monde: La faim et la capacité d'apprendre*.

³ Bureau de la statistique de l'Ouganda, 2007. *Demographic and Health Survey* (Enquête démographique et sanitaire).

⁴ Gouvernement ougandais. 2007. Plan de paix, de redressement et de développement pour le nord de l'Ouganda pour 2007-2010.

⁵ Ministère ougandais de l'éducation, 2007. *Diagnostic Study on Causes of Primary Education Completion Rates* (Étude sur les causes de l'abandon scolaire dans le cycle primaire).

⁶ Gouvernement ougandais et PNUD, 2007. *Millennium Development Goals: Uganda's Progress Report 2007* (Objectifs du Millénaire pour le développement: Rapport de situation de l'Ouganda 2007).

4. Des signes de changement sont apparus au cours des dernières années. En ce qui concerne le nord de l'Ouganda, l'ouverture de pourparlers de paix à Juba (Soudan) entre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et le Gouvernement ougandais en 2006 a suscité de nouveaux espoirs de régler le conflit de longue date et d'améliorer le sort des personnes déplacées qui vivent difficilement dans les camps. De même, la signature de l'Accord de paix global au Soudan a renforcé les perspectives de retour dans leur foyer des Soudanais réfugiés dans la sous-région du Nil occidental. Cependant, l'ensemble de l'Ouganda, en particulier le Karamoja, a connu une aggravation des catastrophes naturelles due en partie au changement climatique. Le pays a subi sept sécheresses entre 1991 et 2000 contre huit seulement pendant les 80 années précédentes⁷. Des inondations sans précédent depuis des décennies ont frappé de vastes zones du nord et du nord-est en 2007. Dans l'ensemble du pays, 900 000 personnes ont subi les effets dévastateurs des inondations ou des sécheresses pendant l'année.

Situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition

5. En 2005, une analyse complète de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité effectuée par le PAM a permis de constater que les zones touchées par les crises étaient les plus exposées à l'insécurité alimentaire en Ouganda. Cette analyse a été suivie d'enquêtes régulières sur la nutrition, d'évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence et de missions d'évaluation conjointes qui ont étudié l'évolution de la situation avec le temps.

⇒ *Sous-région du Karamoja*

6. Les catastrophes naturelles et les violences se sont conjuguées pour affaiblir les moyens de subsistance des populations agropastorales de cette région semi-aride. De graves sécheresses ont fait baisser la production agricole des ménages tout en réduisant les pâturages disponibles pour le bétail. Les violences associées aux vols de bétail, et les tentatives du Gouvernement de désarmer les voleurs contraignent les communautés à garder leur bétail dans des enclos protégés et limitent l'accès aux pâturages. Dans ces conditions, les ménages ont recours à d'autres activités lucratives comme la fabrication de charbon de bois qui ont, elles aussi, compromis des ressources naturelles déjà fragiles. L'accroissement démographique rapide a exercé une pression supplémentaire sur l'environnement, qui constitue la base des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire. La sous-région est donc très fortement exposée à l'impact des chocs.
7. Il est ressorti d'une évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence menée en avril 2007 que 75 pour cent des ménages du Karamoja souffraient d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure, par suite de la sécheresse de 2006⁸. D'après une évaluation de la situation nutritionnelle effectuée en mars 2007, le taux de malnutrition aiguë globale s'établissait à 18,6 pour cent dans les districts d'Abim, de Kaabong et de Kotido⁹. Dans plusieurs sous-comtés ce taux dépassait 20 pour cent et était donc supérieur au seuil d'urgence. Dans tout le Karamoja, plus de 80 pour cent des enfants et plus de la moitié des femmes souffrent d'anémie.

⁷ Ministère ougandais de l'agriculture, de l'élevage et des pêches, 2007. *Horn of Africa Consultations on Food Security Country Report: Uganda*. (Consultations des pays de la corne de l'Afrique sur la sécurité alimentaire, Rapport pays pour l'Ouganda)

⁸ Bureau du PAM en Ouganda, 2007. "Évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence dans la région du Karamoja".

⁹ Bureau du PAM en Ouganda, 2007. "Évaluation rapide de la situation de la nutrition dans le Grand Kotido".



⇒ *Sous-régions d'Acholi, de Lango et de Teso*

8. Dans le nord de l'Ouganda, l'insécurité a empêché nombre de personnes déplacées vivant dans des camps d'exploiter pleinement leurs terres. Cependant, les négociations de paix et l'amélioration de la sécurité qui a suivi leur ont permis de commencer à se préparer à rentrer chez elles¹⁰. Dans les sous-régions d'Acholi et de Teso, la plupart des personnes déplacées vivent encore dans des camps et des centres de transit, mais elles ont désormais plus facilement accès à leurs terres. Dans la sous-région de Lango, presque toutes les personnes déplacées sont rentrées dans leur village d'origine avec l'aide des organismes humanitaires.
9. Dans les camps et les centres de transit, les niveaux généraux de malnutrition se sont stabilisés et se sont même un peu améliorés. Selon l'enquête annuelle sur la nutrition effectuée en mai 2007, le taux de malnutrition aiguë globale, dans les districts de Gulu et d'Amuru était tombé à 3,1 pour cent contre 4,3 pour cent en juin 2006¹¹. Les taux des districts de Pader et de Kitgum s'établissaient à 4,5 et 7,2 pour cent, respectivement. Cependant, ces chiffres relativement bas dissimulent le fait que ces populations ont toujours besoin d'une aide alimentaire pour maintenir leur état nutritionnel. En moyenne, 50 à 60 pour cent seulement de l'assortiment alimentaire des personnes déplacées provenaient de leur propre production, des marchés, de la cueillette et des emprunts, tandis que le reste était fourni par l'aide alimentaire.
10. Dans les zones où des personnes déplacées sont rentrées chez elles, les taux de malnutrition semblent avoir augmenté. D'après une enquête d'Action contre la faim (ACF), le taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans est passé de 1,9 pour cent en février 2005 à 5,9 pour cent en mai 2006 et à 7,1 pour cent en avril 2007¹². L'enquête attribuait ce phénomène à deux facteurs principaux: le manque de services et d'infrastructures de base et l'alimentation insuffisante pendant la longue période de déficit alimentaire. L'absence de services de santé, d'approvisionnement en eau et d'hygiène a compliqué l'utilisation des produits alimentaires, tandis que le manque d'infrastructures de base comme les routes d'accès limitait l'accès aux marchés. En outre, les approvisionnements ont été épuisés avant la première récolte. D'après l'évaluation de l'IPSR, les personnes déplacées rentrées dans leur foyer pourraient avoir besoin d'aide pendant la période de soudure jusqu'à ce qu'elles aient rentré trois bonnes récoltes, c'est-à-dire pendant 18 à 24 mois¹³.

⇒ *Sous-régions du Nil occidental et du Sud-Ouest*

11. La plupart des personnes réfugiées en Ouganda ne sont pas encore parvenues à l'autosuffisance alimentaire. Dans la sous-région du Nil occidental, l'accès aux terres cultivables est limité. Dans le Sud-Ouest, le problème des terres est moins grave mais les réfugiés manquent d'intrants et d'appui technique. Partout, la présence prolongée d'un grand nombre de réfugiés a provoqué une forte dégradation de l'environnement. Les taux de malnutrition aiguë globale sont restés inférieurs à 10 pour cent mais, comme dans les

¹⁰ À l'origine, plus de 80 pour cent des habitants d'Acholi ont été déplacés en raison du conflit.

¹¹ Les taux de malnutrition aiguë globale figurant dans le paragraphe sont tirés d'enquêtes annuelles sur la nutrition effectuées conjointement par le Bureau de la santé du district, le PAM, l'UNICEF et ACF.

¹² ACF. 2007. *Enquête anthropométrique sur la nutrition: camps et zones de réinstallation des personnes déplacées dans le district de Lira, nord de l'Ouganda.*

¹³ Smart, Tembo, Adonga et Wagubi. 2007. *Conclusions de l'évaluation indépendante de l'IPSR 10121.1 du PAM.*

camps de personnes déplacées, l'aide alimentaire continue de représenter une part importante de l'ensemble des aliments disponibles et couvre 40 à 100 pour cent des besoins énergétiques des réfugiés¹⁴.

Scénarios

12. En août 2007, le Gouvernement, le PAM, des représentants des personnes déplacées et des réfugiés ainsi que d'autres partenaires ont examiné les scénarios probables pour l'avenir et les programmes appropriés pour y répondre au cours d'ateliers organisés au niveau des districts et du pays.

⇒ *Sous-région du Karamoja*

13. D'après l'expérience de ces dernières années, des catastrophes naturelles graves frapperont probablement la région pendant au moins deux des trois années à venir: en effet, entre 2005 et 2007, la région a subi deux fortes sécheresses et une inondation. Le désarmement des guerriers karamojong par le Gouvernement devrait également se poursuivre, associé à des conflits limités. Il est cependant à craindre que ce processus ne déclenche un conflit plus intense, qui provoquerait des déplacements de population et aggraverait les crises d'insécurité alimentaire dues éventuellement à des catastrophes naturelles. Étant donné que les capacités de survie s'affaiblissent avec le temps, il faut prévoir que les catastrophes à venir entraîneront un accroissement des besoins d'aide alimentaire.

⇒ *Sous-régions d'Acholi, de Lango et de Teso*

14. En ce qui concerne la sous-région d'Acholi, il est généralement admis que le scénario le plus plausible est le maintien de la situation actuelle, c'est-à-dire l'expectative, au moins jusqu'à la conclusion des négociations de paix qui portent actuellement sur le troisième des cinq points principaux de l'ordre du jour. Les négociations devraient se poursuivre pendant toute l'année 2008 et les populations devraient progressivement rentrer dans leur foyer. Dans tout le district de Lango et dans certaines zones de Teso, les gens devraient rentrer chez eux après les inondations pour essayer de reconstituer leurs moyens de subsistance.
15. Il faut cependant se préparer à faire face à deux variantes de ce scénario, moins probables mais néanmoins possibles. Selon une variante positive, un accord de paix serait rapidement conclu entre la LRA et le Gouvernement, déclenchant un retour en masse des personnes déplacées dans la sous-région d'Acholi, ce qui poserait toutefois des problèmes aux organismes d'aide humanitaire. Selon une autre, moins positive, les négociations de paix seraient rompues et les combats reprendraient, provoquant de nouveaux déplacements de population.

⇒ *Sous-régions du Nil occidental et du Sud-Ouest*

16. Le rapatriement des personnes réfugiées dans la sous-région du Nil occidental sera lent dans un premier temps en raison des tensions politiques qui persistent dans le Sud-Soudan mais il pourrait s'accélérer si l'accord de paix est appliqué intégralement. L'instabilité qui persiste en RDC fait penser que les organismes humanitaires devront se préparer à faire face éventuellement à un afflux important de réfugiés dans la sous-région du Sud-Ouest.

¹⁴ Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), PAM et Cabinet du Premier Ministre, 2007. Rapport de la mission d'évaluation conjointe.

POLITIQUES, CAPACITES, ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

17. En octobre 2007, le Gouvernement a lancé son Plan de paix, de redressement et de développement pour le nord de l'Ouganda 2007–2010, qui porte principalement sur les sous-régions d'Acholi, de Teso, de Lango et du Karamoja et vise à mobiliser des ressources humaines et financières en faveur des districts touchés par les conflits. Ce plan a quatre objectifs stratégiques: consolidation de l'autorité de l'État; reconstruction et autonomisation des communautés; revitalisation de l'économie; et pacification et réconciliation. Il comporte des dispositions particulières touchant l'assistance humanitaire et le redressement des communautés. Il est appliqué dans le cadre du Plan d'action pour l'élimination de la pauvreté de 2004, qui a été élaboré pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.
18. Pour les réfugiés vivant dans les sous-régions du Nil occidental et du Sud-Ouest, le Gouvernement et le HCR ont élaboré la stratégie d'autosuffisance et le programme d'aide au développement en faveur des zones accueillant des réfugiés, dans le cadre duquel le Gouvernement attribue des terres aux réfugiés et le HCR fournit des intrants complémentaires. La stratégie et le programme sont complétés par des plans sectoriels nationaux.
19. Le Ministère de la santé a préparé un Plan stratégique national actualisé pour le secteur sanitaire. Le Ministère et la Commission nationale pour la lutte contre le sida ont également élaboré un Plan stratégique national dont la nutrition constitue un élément clé. Le Gouvernement a demandé l'aide des organismes humanitaires pour mettre au point les activités prévues dans le Plan de paix, de redressement et de développement pour le nord de l'Ouganda, la stratégie d'autosuffisance et les plans associés.

Politiques, capacités et actions des autres principaux intervenants

20. De nombreux organismes humanitaires sont présents en Ouganda. Le PAM, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont les principales organisations des Nations Unies actives dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé, de la nutrition, de l'éducation dans les situations d'urgence et, dans le cadre d'un programme conjoint, de la lutte contre le VIH/sida. Le HCR s'occupe de la gestion et de la protection des camps dans les zones accueillant des personnes déplacées et surveille le rapatriement et la réinstallation des réfugiés. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires favorise la planification et l'action conjointe. Les organisations non gouvernementales (ONG) travaillent dans les domaines de l'éducation, de la lutte contre le VIH/sida, de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les diverses régions du pays.

Coordination

21. Le Cabinet du Premier Ministre coordonne l'ensemble de l'action humanitaire. S'agissant du Plan de paix, de redressement et de développement pour le nord de l'Ouganda, un Comité des politiques et du suivi offre un espace de dialogue entre les autorités nationales et locales. Dans le cadre des dispositifs décentralisés, l'administrateur de district coordonne tous les investissements au niveau local par l'intermédiaire des comités de



secteur. Les comités de gestion des catastrophes au niveau des districts qui sont présidés par le Gouvernement encadrent la planification et l'intervention dans les situations d'urgence.

22. Au sein de la communauté humanitaire, le Coordonnateur de l'action humanitaire et le Comité permanent interorganisations/l'équipe de pays des Nations Unies dirigent les interventions en appliquant le système d'action groupée. Les modules de ce système sont les suivants: sécurité alimentaire; éducation dans les situations d'urgence; eau et assainissement; santé, VIH/sida et nutrition; protection; enfin, redressement rapide. Les modules se composent des ministères compétents, des institutions des Nations Unies, des ONG et des donateurs intéressés qui se réunissent une fois par mois à Kampala et au niveau des districts.

OBJECTIFS DE L'AIDE DU PAM

23. Dans ce contexte, l'IPSR a globalement pour objectif de soutenir l'action du Gouvernement qui s'efforce de fournir des secours aux ménages exposés à l'insécurité alimentaire et de les aider à acquérir progressivement une autonomie, compte dûment tenu des possibilités et des problèmes particuliers de chaque zone. Les objectifs sont les suivants:

➤ **Fournir des secours aux personnes exposées à l'insécurité alimentaire**

Sauver la vie des personnes déplacées et rapatriées dans les sous-régions d'Acholi, de Teso, et de Lango, des personnes réfugiées dans les sous-régions du Nil occidental et du Sud-Ouest, des personnes frappées par des catastrophes au Karamoja et, selon les besoins, dans d'autres zones du pays (Objectif stratégique 1¹⁵).

➤ **Appuyer le passage à l'autosuffisance des personnes exposées à l'insécurité alimentaire**

- i) Renforcer les moyens de subsistance des ménages dans les sous-régions d'Acholi, de Teso, de Lango, du Nil occidental, du Sud-Ouest et du Karamoja (Objectif stratégique 2)
- ii) Contribuer à soutenir les services collectifs essentiels (éducation, santé et nutrition), les infrastructures et les ressources naturelles dans les sous-régions d'Acholi, de Teso, de Lango, du Nil occidental, du Sud-Ouest et du Karamoja (Objectif stratégique 3 et, en partie, Objectif stratégique 4)

➤ **Renforcer la capacité du Gouvernement de répondre aux besoins des populations exposées à l'insécurité alimentaire**

Aider le Gouvernement à suivre les crises alimentaires et à intervenir, renforcer les moyens de subsistance des ménages et soutenir les services collectifs, les infrastructures et les ressources naturelles dans les sous-régions d'Acholi, de Teso, de Lango, du Nil occidental, du Sud-Ouest et du Karamoja (Objectif stratégique 5).

¹⁵ Les objectifs stratégiques du PAM sont les suivants: 1 – Sauver des vies dans des situations de crise; 2 - protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs; 3 – Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables; 4 - Faciliter l'accès à l'éducation et réduire les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle; 5 – Renforcer la capacité des pays et des régions d'élaborer et de gérer les programmes d'assistance alimentaire et de lutte contre la faim.

STRATEGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'aide liée à la sécurité alimentaire dans le passé

24. Le PAM fournit une aide alimentaire aux personnes déplacées depuis 1996 et aux réfugiés depuis 1988. En 2005, le Conseil d'administration a approuvé l'IPSR 10121.1 en faveur de 2,6 millions de bénéficiaires. En juin/juillet 2007, une évaluation indépendante de cette IPSR a abouti à diverses conclusions qui sont résumées ci-après.
- Les distributions générales de vivres et l'alimentation supplémentaire et thérapeutique ont contribué de façon critique à maintenir les taux de malnutrition aiguë globale au-dessous de 10 pour cent tandis que les colis alimentaires ont aidé 300 000 personnes déplacées de la sous-région de Lango à rentrer chez elles. Cependant, les auteurs de l'évaluation ont relevé avec inquiétude l'accroissement des taux de dénutrition dans les zones de retour de personnes déplacées une fois qu'elles ne recevaient plus d'aide alimentaire et constaté que les taux de dénutrition atteignaient un seuil critique au Karamoja. Les activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA), qui comprenaient des activités Vivres contre travail (VCT) et Vivres au profit de la formation (VFP), ont beaucoup contribué au renforcement des moyens de subsistance (par exemple, 120 exploitations piscicoles), des infrastructures (par exemple, 343 kilomètres de routes d'accès), de l'environnement (par exemple, 580 hectares de parcelles boisées communautaires) et de l'éducation (par exemple 1 612 habitations pour enseignants). Les auteurs ont recommandé que ces activités soient élargies et intégrées dans un système structuré de protection sociale fondé sur des activités productives au Karamoja. L'aide alimentaire a permis d'amener les femmes à fréquenter les dispensaires pour la santé et la nutrition des mères et des enfants et ainsi d'améliorer l'alimentation des nourrissons dans les zones exposées à l'insécurité alimentaire. La Commission nationale pour la lutte contre le sida a confirmé que l'appui nutritionnel associé à la thérapie antirétrovirale renforçait les systèmes immunitaires et retardait le passage du VIH au sida déclaré¹⁶.
 - L'alimentation scolaire dans les situations d'urgence a contribué à maintenir les services d'éducation dans les camps et les lieux de transit, tandis que la présence de bureaux auxiliaires du PAM a facilité la fourniture de services par le Gouvernement dans les zones touchées par les conflits.
25. La stratégie de la nouvelle IPSR a été élaborée compte tenu de ces succès et des recommandations visant à apporter des améliorations.

Grandes lignes de la stratégie

26. Outre le but général de l'IPSR qui consiste à fournir des secours pour empêcher que des personnes ne meurent de faim et, si possible, à favoriser le passage des communautés à l'autosuffisance, le PAM adaptera sa stratégie au contexte spécifique de chacune des trois principales zones exposées à l'insécurité alimentaire. Les méthodes retenues sont incorporées dans les plans de districts et correspondent aux buts du Plan de paix, de redressement et de développement pour le nord de l'Ouganda. Elles ont été examinées par les donateurs et les mécanismes de programmation conjointe des Nations Unies et appuient

¹⁶ Ministère ougandais de la santé. 2004. *Nutritional Care and Support for People Living with HIV/AIDS in Uganda: Guidelines for Service Providers* (Soins nutritionnels et appui aux personnes vivant avec le VIH/sida en Ouganda: directives pour les prestataires de services).



les objectifs du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2006-2010 et les objectifs du Millénaire pour le développement¹⁷. Toutefois, le PAM s'attachera en priorité à sauver des vies en distribuant des secours.

⇒ *Stratégie pour le Karamoja: poser les bases d'un système de protection sociale fondé sur des activités productives*

27. Par le passé, le PAM a réagi aux catastrophes naturelles répétées qui frappaient le Karamoja en lançant des interventions au coup par coup pour atténuer leurs effets les plus graves. Afin de sortir de cette succession de crises et d'interventions isolées, la stratégie concernant cette région pour les trois prochaines années consistera à poser les bases d'un système de protection sociale fondé sur des activités productives, sous la direction du Gouvernement. Pour ce faire, le PAM devra adopter un double mode d'action dans le cadre de la présente IPSR.
28. Jusqu'à ce que le système de protection puisse être mis en place, le PAM continuera de fournir une aide ciblée lorsque cela sera nécessaire pour stabiliser et réduire les taux de malnutrition et de mortalité des populations fortement exposées à l'insécurité alimentaire. Les secours seront organisés de façon à s'élargir pendant la période de soudure et à se contracter après la récolte et une attention particulière sera portée aux besoins nutritionnels des groupes vulnérables grâce à la fourniture d'une alimentation supplémentaire et thérapeutique ciblée.
29. Chaque fois que possible, l'aide alimentaire sera utilisée pour renforcer et diversifier les moyens de subsistance des ménages de façon à leur permettre de mieux satisfaire leurs propres besoins alimentaires. Dans les communautés d'éleveurs, le PAM offrira un appui à des activités Vivres contre travail coordonnées par les partenaires, comme la construction et l'entretien de barrages de vallées pour l'élevage qui renforcent les moyens de subsistance. Dans les communautés d'agriculteurs, l'action sera axée sur la diversification des moyens de subsistance grâce à des activités Vivres contre travail comme l'apiculture, la production de gomme arabique et de fruits.
30. Le PAM et ses partenaires utiliseront également les vivres pour aider à combler des lacunes graves des services collectifs et remettre en état les infrastructures et reconstituer les ressources naturelles. Les services de santé des communautés ont été classés comme prioritaires au niveau local dans de nombreuses zones. Dans ces cas, le PAM complétera les activités du Ministère de la santé, des Nations Unies et des ONG centrées sur les activités de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI) et la lutte contre le VIH/sida en fournissant des vivres pour préserver l'état nutritionnel des bénéficiaires et aussi pour faciliter l'accès aux services de soins et améliorer leur utilisation. Les services privilégieront l'éducation sanitaire et nutritionnelle afin de modifier les comportements et de faire comprendre aux bénéficiaires l'importance de fréquenter les centres. Le PAM et ses partenaires mettront également en place des activités Vivres au profit de la formation afin de lutter contre les violences sexuelles exercées contre les femmes et de prévenir la transmission du VIH.

¹⁷ La présente IPSR appuie les OMD suivants: 1 – Éliminer la pauvreté extrême et la faim; 2 – Assurer l'éducation primaire universelle; 3 – Promouvoir l'égalité entre les sexes et émanciper les femmes; 4 - Réduire la mortalité infantile; 5 – Améliorer la santé maternelle; 6 – Combattre le VIH/sida, la malaria et d'autres maladies; 7 – Assurer la durabilité de l'environnement.

31. Certaines activités Vivres pour la création d'avoirs viseront à résoudre les problèmes d'infrastructure (par exemple routes communautaires, préalable indispensable au redressement), mais vu la fragilité et l'importance des ressources naturelles au Karamoja, les activités en faveur de l'environnement seront privilégiées (par exemple création de parcelles boisées communautaires qui protègent le sol, favorisent l'infiltration de l'eau et fournissent du combustible et des matériaux de construction). L'organisation d'activités fondées sur les transferts en espèces sera étudiée: dans certains cas, cette forme d'aide ne constitue pas nécessairement la meilleure solution car l'accès aux marchés est limité dans certaines zones du Karamoja, l'inflation risque de s'accélérer pendant les périodes de pénurie alimentaire et la prolifération des armes légères compromet la sécurité. Les activités fondées sur l'aide alimentaire ou l'aide en espèces (qu'elles soient mises en oeuvre par le PAM ou par des partenaires) permettront d'en préparer l'incorporation, sur une plus grande échelle, dans le système de protection basé sur des activités productives.
32. Parallèlement, le bureau de pays travaillera avec le Gouvernement et les partenaires humanitaires à poser les bases d'un système de protection sociale structuré. Diverses activités seront entreprises: évaluation de la faisabilité, mise en place de partenariats, visites de pays comme l'Éthiopie qui offrent une expérience intéressante, analyse des modèles possibles, activités pilotes, établissement d'une base de financement, préparation de directives et formation.

⇒ *Stratégie pour les sous-régions d'Acholi, de Teso et de Lango: créer les conditions voulues pour le retour volontaire des personnes déplacées, la sécurité alimentaire étant assurée*

33. Lorsque les personnes déplacées examineront leurs perspectives d'avenir, la stratégie consistera à les mettre en mesure de choisir librement leur lieu de vie en leur fournissant un appui suffisant où qu'elles se trouvent. Sur la base de l'expérience du processus de retour dans le district de Lira, les secours seront distribués sur la base des besoins calculés, que les intéressés se trouvent dans des camps, des sites de transit ou des zones de retour. Les besoins seront déterminés et ajustés au moyen des résultats d'enquêtes sur l'utilisation des terres, d'évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence et d'enquêtes sur la nutrition. À l'heure actuelle, la ration représente de 40 à 60 pour cent de l'apport alimentaire recommandé¹⁸ pour la plupart des personnes déplacées. Cependant, les personnes extrêmement vulnérables¹⁹, comme les invalides et les personnes âgées, recevront l'équivalent de cent pour cent de cet apport. Les femmes enceintes, les mères allaitantes et les nourrissons bénéficieront d'une alimentation supplémentaire et thérapeutique.
34. La promotion de l'autosuffisance, en particulier pendant les premières étapes critiques du redressement dans les zones de retour, comportera deux activités qui se renforceront mutuellement: 1) la reconstitution des moyens de subsistance des ménages; 2) le rétablissement des services communautaires et des infrastructures et la reconstitution des ressources naturelles afin d'améliorer la sécurité alimentaire. En harmonie avec le Plan de paix, de redressement et de développement pour le nord de l'Ouganda, l'appui aux moyens de subsistance sera adaptée aux besoins et aux priorités des communautés. En

¹⁸ L'OMS a établi une valeur de référence de 2 100 calories comme besoin moyen d'énergie par personne ou apport alimentaire recommandé dans les situations d'urgence, au niveau mondial.

¹⁹ On entend par personnes extrêmement vulnérables, celles qui ne peuvent assurer elles-mêmes leur subsistance et n'ont aucun autre moyen de se procurer des aliments. Elles sont identifiées par les communautés en collaboration avec le Gouvernement et les ONG.

collaboration avec le Ministère de l'agriculture, la FAO et les autres partenaires, le PAM contribuera à renforcer le principal moyen de subsistance – l'agriculture – en entreprenant des activités comme la multiplication des semences et du manioc afin d'accroître le matériel végétal dont disposent les personnes déplacées récemment rentrées dans leur foyer. Il aidera aussi les populations à diversifier leurs moyens de subsistance grâce à des activités comme la pisciculture qui constituent d'autres sources de revenus.

35. Pour venir en aide aux communautés, le PAM se concentrera sur les lacunes les plus graves au niveau des services (éducation, santé et nutrition etc.), des infrastructures et des ressources naturelles dans les zones où l'aide alimentaire constitue la forme la plus appropriée de secours ou d'aide au redressement; il fournira un triple appui aux services collectifs essentiels:
- En premier lieu, il appuiera la construction de locaux (salles de classe, dispensaires et salles d'attente dans les dispensaires) au moyen d'activités Vivres pour la création d'avoires.
 - En deuxième lieu, il encouragera la fréquentation des services en fournissant, à titre d'incitation, des déjeuners pour les élèves des écoles et des rations à emporter pour les femmes enceintes et les mères allaitantes, leurs enfants et les personnes vivant avec le VIH/sida. Ces incitations produiront un effet "boule de neige". Ainsi, les personnes fréquentant les dispensaires de SNMI auront accès non seulement aux vivres mais aussi aux soins médicaux, aux vaccinations, aux distributions de compléments de fer et d'acide folique et à l'éducation dans le cadre de programmes mis au point par les partenaires. Les repas scolaires font partie d'une enveloppe essentielle de services fournis aux enfants par plusieurs organisations qui comprend des traitements de déparasitage, l'éducation en matière de VIH et un soutien psychosocial. Cet ensemble de services contribue à recréer un environnement normal pour les enfants victimes de violences extrêmes et de déplacements de population. Les programmes de lutte contre le VIH/sida sont liés à des activités de renforcement des moyens de subsistance (comme le microcrédit et la formation à des activités rémunératrices) pour préparer les bénéficiaires au retrait progressif de l'aide alimentaire.
 - En troisième lieu, la présence du PAM dans certaines zones attirera d'autres partenaires et d'autres ressources dans les endroits exposés à l'insécurité alimentaire.
36. Le PAM s'efforcera de remédier aux lacunes des infrastructures communautaires en organisant des activités Vivres pour la création d'avoires afin de construire des routes d'accès rétablissant les liaisons avec les marchés. Ces activités concerneront également le reboisement et la sauvegarde du couvert forestier existant. Elles seront basées soit sur l'aide en espèces, soit sur les vivres, selon les circonstances (notamment le fonctionnement des marchés)²⁰. Le PAM effectuera donc une analyse critique des possibilités d'aide en vivres et en espèces avant de lancer des projets. Si l'aide en espèces paraît plus opportune, il encouragera les partenaires qui mettent en œuvre des programmes d'aide en espèces à répondre aux besoins restés insatisfaits, et lancera dans le même temps ses propres activités pilotes d'aide en espèces.

²⁰ Voir Levine, S. 2006. *Cash-based Programming for Returning IDPs in Northern Uganda: Does It Make Sense, and Can It Be Done?* (Activités fondées sur l'aide en espèces en faveur des personnes déplacées rentrant dans leur foyer dans le nord de l'Ouganda: est-ce logique, est-ce possible?). Étude de l'Ambassade de Norvège, Kampala.

⇒ *Stratégie pour les sous-régions du Nil occidental et du Sud-Ouest: Soutien au rapatriement des réfugiés et à l'autosuffisance*

37. La stratégie d'aide aux réfugiés dans les sous-régions du Nil occidental et du Sud-Ouest consistera à soutenir l'action de rapatriement volontaire du HCR pour les personnes qui sont prêtes à rentrer dans leur foyer, et à renforcer l'autosuffisance de celles qui restent sur place. Les modalités varieront suivant le contexte.
38. Dans la sous-région du Nil occidental, où les perspectives de paix renforcent les espoirs de rapatriement, le bureau de pays étudiera avec le HCR la possibilité de créer une équipe spéciale conjointe avec le bureau du PAM au Soudan pour assurer la coordination des mesures de rapatriement des deux côtés de la frontière. Les réfugiés restant sur place passeront progressivement des secours aux activités Vivres pour la création d'avoires axées sur la diversification des moyens de subsistance car la pénurie de terres constitue le principal obstacle à l'autosuffisance dans cette zone. Les activités Vivres pour la création d'avoires qui permettront de construire des exploitations piscicoles et de fournir une formation professionnelle (à la menuiserie par exemple) créeront des sources de revenus autres que la culture; ces activités seront sélectionnées sur la base de réunions de planification communautaire et d'évaluations portant sur leur viabilité économique et leur impact sur l'environnement²¹.
39. Dans la sous-région du Sud-Ouest, où le nombre de réfugiés s'accroîtra probablement, la stratégie restera axée sur le renforcement de l'autosuffisance de la population. Des distributions générales de vivres et, en cas de besoin, un appui à l'alimentation supplémentaire et thérapeutique seront offerts aux nouveaux arrivants et, à un niveau réduit, aux réfugiés qui vivent dans les centres depuis plus de deux ans, sur la base du déficit alimentaire net. Afin d'appuyer le renforcement des moyens de subsistance, les activités Vivres pour la création d'avoires seront orientées vers la diversification, par exemple grâce à la création d'exploitations piscicoles. Les communautés accueillant des réfugiés dans cette sous-région disposent en général d'un plus grand nombre de services, d'infrastructures et de ressources naturelles. Toutefois, s'il existe des lacunes, le PAM appuiera le HCR en lançant des programmes appropriés comme des activités Vivres pour la création d'avoires, afin de construire des routes.

⇒ *Stratégie pour toutes les régions: renforcement des capacités du Gouvernement*

40. Le succès durable de ces actions est conditionné par le renforcement des capacités d'exécution du Gouvernement. Le PAM renforcera sa capacité de suivi de l'insécurité alimentaire et d'intervention en fournissant au Cabinet du Premier Ministre et aux comités de district chargés de la gestion des catastrophes une formation en matière de méthodologie d'évaluation et d'interventions dans les situations d'urgence, en exécutant conjointement des évaluations et des programmes et en étudiant des échanges de personnel de courte durée entre les membres du service d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) et des unités d'urgence du PAM et des fonctionnaires du Cabinet du Premier Ministre et des comités de district susmentionnés.

²¹ S'agissant des problèmes des services communautaires, des infrastructures et des ressources naturelles de cette sous-région, on privilégiera la construction d'habitations pour les enseignants au moyen d'activités Vivres pour la création d'actifs.

41. En ce qui concerne les capacités du Gouvernement d'appuyer les services communautaires, les infrastructures et les ressources naturelles, le PAM s'attachera à renforcer les compétences des agents de santé et autres prestataires de services en matière de conduite et de suivi effectif des programmes d'aide alimentaire pour la SNMI et la lutte contre le VIH/sida. Le PAM et les partenaires des Nations Unies continueront de collaborer avec le Gouvernement, notamment pour mettre en œuvre les politiques sectorielles nationales liées à la lutte contre le VIH/sida dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition.

Stratégie de transfert

42. La stratégie de transfert variera selon les zones, mais elle aboutira toujours au transfert des responsabilités aux communautés et au Gouvernement.

⇒ *-Sous-région du Karamoja*

43. Dans cette zone, une action de longue durée sera nécessaire pour renforcer et diversifier les moyens de subsistance, reconstituer les ressources naturelles et rétablir la paix avant de pouvoir assurer la sécurité alimentaire. Entre-temps, le PAM contribuera à satisfaire les besoins alimentaires de la population. Cependant, en plaidant pour la mise en place d'un système de protection fondé sur des activités productives et en l'appuyant, le PAM pourra promouvoir l'autosuffisance des ménages et transférer progressivement aux autorités locales la responsabilité directe de couvrir les besoins alimentaires qui persisteraient éventuellement.

⇒ *Sous-régions d'Acholi, de Lango et de Teso*

44. Avant les troubles intérieurs qui ont frappé le nord, les sous-régions d'Acholi et de Lango fournissaient 20 pour cent des approvisionnements alimentaires de l'Ouganda. Si la paix est rétablie, ces régions devraient être capables de produire à nouveau des excédents alimentaires, de participer au commerce et de bénéficier de moyens de subsistance sûrs. Le PAM et ses partenaires pourront transférer les divers programmes de services et d'alimentation aux autorités de district lorsque les critères ci-après seront remplis: en premier lieu, les incitations sous forme d'aide alimentaire ne devraient plus être nécessaires puisque la communauté sera parvenue à la sécurité alimentaire et aura pris conscience de l'utilité des services grâce à une action éducative; en deuxième lieu, les autorités locales et les communautés auront les capacités et les ressources requises pour gérer les programmes basés sur une aide alimentaire qui sont en cours (par exemple lutte contre le VIH/sida et supplémentation alimentaire); en troisième lieu, les partenaires et les ressources disponibles auront atteint une masse critique de sorte que le rôle de catalyseur du PAM ne sera plus aussi important. Il est toutefois peu probable que tous ces critères puissent être remplis dans toutes les zones avant la fin de l'IPSR proposée.

⇒ *Sous-régions du Nil occidental et du Sud-Ouest*

45. Dans ces sous-régions, le transfert des activités aura lieu lorsque les réfugiés qui vivent actuellement dans des zones de réinstallation seront rentrés dans leur foyer ou seront parvenus à l'autosuffisance alimentaire. Les principaux obstacles au rapatriement pourraient être l'instabilité persistante dans les pays voisins et la rupture des accords de paix, encore fragiles. Les principaux obstacles à la réalisation de l'autosuffisance sont l'accès à la terre et l'utilisation de la terre, et la reconstitution de l'environnement naturel. Par le passé, les activités fondées sur une aide alimentaire entreprises pour traiter ces problèmes ont aidé près de 30 000 réfugiés à parvenir à l'autosuffisance.



BENEFICIAIRES ET CIBLAGE

46. Sur la base de consultations engagées avec le Gouvernement, les institutions des Nations Unies, les ONG partenaires et les bénéficiaires actuels, la présente IPSR répondra aux besoins fondamentaux des groupes ci-après:

- un effectif moyen annuel de 600 000 agriculteurs-éleveurs et petits paysans exposés à l'insécurité alimentaire et frappés par des catastrophes naturelles dans la sous-région du Karamoja et, le cas échéant, d'autres zones du pays²²;
- 939 000 personnes déplacées et rapatriés vivant dans des camps, dans des sites de transit ou dans leur région d'origine dans les sous-régions d'Acholi, de Teso et de Lango²³; et
- 187 000 réfugiés vivant dans des zones de réinstallation des sous-régions du Nil occidental et du Sud-Ouest.

47. Les personnes extrêmement vulnérables, les femmes enceintes, les mères allaitantes, les enfants de moins de 2 ans, les tuberculeux, les personnes touchées par le VIH/sida et les écoliers, notamment dans les communautés exposées à l'insécurité alimentaire, bénéficieront d'une attention particulière.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR TYPE D'INTERVENTION²⁴

Activités	2008/2009			2009/2010			2010/2011		
Secours									
Distributions générales de vivres et centres d'alimentation supplémentaire/thérapeutique	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
➤ Personnes déplacées/rapatriés	469 500	469 500	939 000	250 000	250 000	500 000	-	-	-
➤ Réfugiés	91 630	95 370	187 000	86 630	90 370	177 000	81 630	85 370	167 000
➤ Victimes de catastrophes	312 000	288 000	600 000	312 000	288 000	600 000	312 000	288 000	600 000
Total, bénéficiaires	873 130	852 870	1 726 000	648 630	628 370	1 277 000	393 370	373 370	767 000
Le nombre moyen de bénéficiaires pour la période 2008/2009–2010/2011 s'établit à 1 256 667. Ces bénéficiaires peuvent également recevoir une aide au titre des activités d'appui à l'autosuffisance indiquées ci-après (voir note de bas de page 24).									

²² Ce chiffre dépasse légèrement le nombre moyen de personnes frappées par des catastrophes naturelles au cours des trois dernières années (600 000 en 2005, 100 000 en 2006 et 900 000 en 2007). Il est compatible avec les constatations de l'évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2005 et d'une étude de l'Institut de recherche et d'analyse des politiques intitulée *Food Security and Livelihood Trends in Karamoja, 2006* (Tendances de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance au Karamoja).

²³ Ce chiffre est fondé sur des estimations communiquées par le module de la protection (qui est dirigé par le HCR) et entérinées par le Comité permanent interorganisations en Ouganda.

²⁴ Le nombre total des bénéficiaires n'est pas égal à la somme des bénéficiaires des diverses activités car certains ménages peuvent être bénéficiaires de plus d'une activité. En outre, les programmes de SNMI, de lutte contre le VIH/sida et la tuberculose, et d'alimentation scolaire dans les situations d'urgence qui sont exécutés dans les camps et les sites de transit sont considérés plutôt comme des programmes de secours que comme des activités en faveur de l'autosuffisance.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR TYPE D'INTERVENTION ²⁴									
Activités	2008/2009			2009/2010			2010/2011		
Appui à l'autosuffisance									
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
SNMI	207 640	78 360	286 000	214 170	80 830	295 000	219 250	82 750	302 000
VIH/sida et tuberculose	126 000	54 000	180 000	137 900	59 100	197 000	152 600	65 400	218 000
Alimentation scolaire dans les situations d'urgence	312 000	338 000	650 000	239 000	259 000	498 000	239 000	259 000	498 000
VCA (VCT/VPF)	212 913	212 913	425 913	328 000	328 000	656 000	308 000	308 000	616 000

48. Si les personnes déplacées retournent dans leur foyer et reconstituent leurs moyens de subsistance, il devrait être possible de mettre fin aux secours la troisième année. Dans le cas des réfugiés, les progrès de l'autosuffisance et du rapatriement pourraient être en partie compensés par de nouveaux afflux de population dans la sous-région du Sud-Ouest, de sorte que l'effectif total de bénéficiaires ne diminuerait que lentement. Dans le cas des victimes de catastrophes, le nombre de bénéficiaires indiqué constitue une moyenne qui tient compte des sécheresses répétées au Karamoja et des nouvelles inondations qui pourraient se produire dans le nord du pays.
49. La légère augmentation des effectifs de bénéficiaires des activités de SNMI correspond à l'accroissement démographique. L'accroissement du nombre de bénéficiaires des programmes VIH/sida et tuberculose (traitement antirétroviral à domicile, prévention de la transmission de la mère à l'enfant, orphelins et autres enfants vulnérables et chimiothérapie de brève durée sous observation directe) correspond à l'amélioration attendue de l'accès et de la demande de ces services qui est due en partie à l'aide alimentaire. En revanche, l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence se réduira à mesure que les centres d'enseignement des camps et des sites de transit fermeront et que les communautés des zones de retour parviendront à l'autosuffisance. Les activités VCA s'accroîtront dans les zones des personnes déplacées, à mesure que ces personnes rentrent dans leur foyer et ont besoin d'une aide en faveur des moyens de subsistance et des services communautaires, des infrastructures et des ressources naturelles.
50. Les chiffres sont fondés sur les scénarios les plus probables pour chacune des zones frappées par des crises mais le PAM effectuera une évaluation approfondie des besoins de ressources à l'occasion de l'examen à mi-parcours et opérera tous les changements nécessaires pour tenir compte des modifications sensibles du contexte (comme la conclusion d'un accord de paix dans le nord).
51. Le ciblage des communautés et des ménages exposés à l'insécurité alimentaire se base sur des évaluations périodiques rigoureuses des besoins.
- **Distributions générales de vivres et centres d'alimentation supplémentaire/thérapeutique:** Le PAM destinera les secours aux zones enregistrant un déficit alimentaire net important qui ne peut être comblé par d'autres moyens. Un ensemble d'enquêtes sur les rendements des cultures et l'utilisation des terres, d'évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence (qui comportent des analyses des marchés) et d'enquêtes sur la nutrition sera utilisé pour déterminer les besoins. L'entrée et la sortie des centres d'alimentation supplémentaire et thérapeutique seront fondées sur des critères de dénutrition (émaciation ou rapport poids/taille).

- **Alimentation scolaire dans les situations d'urgence:** Le Ministère de l'éducation, le PAM et les autres partenaires orientent l'alimentation scolaire dans les situations d'urgence vers les écoles des camps, des sites de transit et des zones de retour dans les sous-régions d'Acholi, de Teso et de Lango et dans les zones d'installation de réfugiés des sous-régions du Nil occidental et du Sud-Ouest en appliquant les critères suivants: taux d'abandon scolaire les plus élevés, taux d'achèvement des études les plus bas et capacité d'entreprendre une opération d'alimentation scolaire.
- **SNMI et VIH/sida:** Le Ministère de la santé et les bureaux de la santé des districts destinent les activités de SNMI aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux enfants de moins de 2 ans dans des zones sélectionnées en fonction de deux critères: 1) insécurité alimentaire dans les zones desservies par les centres de SNMI; et 2) capacité des services sanitaires de gérer les programmes. Les personnes vivant avec le VIH/sida sont sélectionnées sur la base de critères rigoureux d'insécurité alimentaire au niveau des ménages.
- **VCA:** Les activités seront en harmonie avec les plans de district et viseront les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Elles seront organisées de façon à être mises en oeuvre pendant les périodes de faible activité agricole.

ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

52. Le PAM veille à adapter le volume et la composition des rations aux bénéficiaires.
53. *Volume des rations.* En collaboration avec ses partenaires des Nations Unies et des ONG spécialisées, le PAM effectue des enquêtes nutritionnelles au niveau des districts, des enquêtes sur l'utilisation des terres et le rendement des cultures et des évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence qui servent de base à une programmation précise avec calcul des rations. Les besoins totaux de produits alimentaires pour la présente IPSR ont été calculés sur la base du déficit net de céréales et de légumes secs évalué pour les bénéficiaires karamojong prévus²⁵ et des besoins de céréales, de légumes secs et d'huile pour les personnes déplacées et les réfugiés. Les individus extrêmement vulnérables recevront dans toutes les zones l'équivalent de 100 pour cent de l'apport alimentaire recommandé. Les rations particulières prévues pour les diverses activités sont indiquées au tableau 2 ci-après.
54. *Composition des rations.* Les rations destinées aux distributions générales continuent de répondre aux préférences des populations locales qui sont déterminées par des évaluations rapides participatives corroborées par l'expérience des deux dernières IPSR. Les rations à emporter destinées aux activités de SNMI, de lutte contre le VIH/sida et de supplémentation alimentaire couvrent en partie les besoins de micronutriments des bénéficiaires et tiennent compte du nombre de membres de la famille, du but du programme, de la situation de la sécurité alimentaire et des opinions des parties intéressées. La composition de la ration d'alimentation scolaire a été révisée pour fournir un complément équilibré composé d'aliments disponibles sur place. Il sera ainsi plus facile aux parents ou aux responsables des enfants de prendre les opérations en main en fournissant eux-mêmes les aliments. L'IPSR continuera de fournir du mélange maïs-soja qui assure une partie de l'apport alimentaire recommandé et corrige aussi les carences en micronutriments des enfants et des femmes.

²⁵ Les Karamojong préfèrent ne pas recevoir d'huile.

TABLEAU 2: ASSORTIMENT ALIMENTAIRE, PAR ACTIVITÉ
(le poids est exprimé en grammes/personne/jour)²⁶

Type d'intervention	Durée de l'activité	Céréales (g)	Farine de maïs (g)	Légumes secs (g)	Huile végétale (g)	Mélange maïs-soja (g)	Sucre (g)	Kcal/jour/personne
Distributions générales de vivres – 50%*	En fonction des évaluations	240	--	40	10	--	--	1 063
Distributions générales de vivres – 100%		--	415	70	20	50	--	2 130
Distributions générales de vivres – Victimes de la sécheresse		--	225	30	--	--	--	924
SNMI/centres d'alimentation supplémentaire/prévention de la transmission de la mère à l'enfant*	90 jours	--	--	--	25	229	15	1 197
Centres d'alimentation thérapeutique	30 jours	--	--	--	10	60	10	369
Tuberculose, traitement sur place	60 jours	--	400	70	25	100	15	2 380
Tuberculose/personnes vivant avec le VIH/sida*	7–12 mois	--	150	60	20	100	--	1 327
VCA*	80 jours	300	--	60	10	--	--	1 340
Alimentation scolaire dans les situations d'urgence	150 jours/an	--	150	45	10	--	--	788

²⁶ La ration de 50 pour cent destinée à la distribution générale représente la moyenne des rations utilisées récemment qui varient de 40 à 60 pour cent de l'apport alimentaire recommandé. Les rations familiales (signalées par un astérisque) multiplient l'assortiment individuel par six. Les évaluations de la sécurité alimentaire des ménages servent de base aux activités de prévention de la transmission de la mère à l'enfant, de traitement antirétroviral et d'admission et de sortie de l'aide alimentaire des personnes vivant avec le VIH/sida.

TABLEAU 3: BESOINS TOTAUX DE PRODUITS POUR TROIS ANS* (en tonnes)						
Type d'intervention	Céréales	Légumes secs	Huile végétale	Mélange maïs-soja	Sucre	Total
Distributions générales de vivres et centres d'alimentation supplémentaire/ thérapeutique	259 039	40 817	9 631	7 267	268	317 022
VCA (VCT/VPF)	40 759	8 152	1 359	--	--	50 270
SNMI	-	-	7 363	67 447	4 418	79 228
VIH/sida et tuberculose	23 185	9 206	3 141	16 078	72	51 678
Alimentation scolaire dans les situations d'urgence	47 873	14 362	1 596	--	--	63 831
Total	370 856	72 533	23 090	90 792	4 757	562 029

* Nombre moyen de bénéficiaires: 1 257 000

MODALITES D'EXECUTION

Participation

55. La stratégie et les modalités d'exécution de l'IPSR ont été formulées à l'issue de larges consultations avec des représentants des bénéficiaires. Des ateliers au niveau des districts auxquels participaient les chefs de camps et les représentants des femmes ont été organisés dans chacune des zones du projet pour dégager les enseignements à tirer des interventions précédentes et mettre au point une réponse appropriée à l'évolution sur le terrain. La mission d'évaluation de l'IPSR a interrogé directement les ménages au sujet de leurs expériences et des préoccupations que leur inspirent les programmes du PAM. Les vues ainsi exprimées ont été prises en compte pour concevoir l'IPSR.

56. Au stade de l'exécution, les bénéficiaires continueront de constituer des comités communautaires de gestion des vivres comprenant 50 pour cent de femmes. Ces comités travaillent avec le PAM et ses partenaires de coopération pour enregistrer les bénéficiaires; ceux-ci reçoivent ensuite des cartes de rationnement familiales délivrées au nom des femmes car ce sont elles qui sont titulaires du droit aux vivres. Les partenaires de coopération et les comités organisent alors les distributions mensuelles de rations aux bénéficiaires enregistrés.

Partenaires

57. Les partenariats avec le Gouvernement et les organismes humanitaires seront un élément clé de la réussite de l'IPSR. Les autorités gouvernementales aux niveaux du pays, des districts, des arrondissements et des paroisses constituent le cadre dans lequel se déroulent les activités de l'IPSR. Les fonctionnaires des districts et les ministères techniques ont participé à l'élaboration des stratégies de l'IPSR à l'occasion de consultations des parties intéressées aux niveaux du pays et des districts et ils conduiront ou compléteront les actions d'exécution.

58. Le PAM travaille aussi avec d'autres organismes humanitaires pour effectuer conjointement les évaluations et la programmation. Il fait appel à toute une gamme de partenaires pour réaliser les évaluations préalables qui servent de base à ses interventions: UNICEF, ACF FAO et HCR. Au stade de l'exécution, il sélectionne les partenaires en



fonction de leurs compétences spécialisées et de l'activité en cause. Dans le cas de la présente IPSR, ces partenaires sont les suivants: Conseil norvégien pour les réfugiés, World Vision, Samaritan's Purse, *Aktion Afrika Hilfe*, International Rescue Committee, UNICEF, OMS, UNFPA, ONUSIDA (Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida), Northern Uganda Social Action Fund (Fonds d'action sociale pour l'Ouganda du Nord), Northern Uganda Recovery Programme (Programme de redressement pour l'Ouganda du Nord), *Arbeiter Samariter Bund* et nombreuses organisations à base communautaire.

Apports non alimentaires

59. Pour les programmes de secours et d'appui à l'autosuffisance, des fonds au titre des autres coûts opérationnels directs (Autres COD) du PAM seront utilisés pour financer, entre autres, les évaluations préalables, les activités des partenaires coopérants, les apports matériels (par exemple balances et fourneaux consommant peu d'énergie). Dans le domaine du renforcement des capacités du Gouvernement, l'action sera axée sur la formation, les études de faisabilité des dispositifs de protection sociale, les missions conjointes, les échanges de personnel et les visites croisées de sites d'activités. Pour leur part, le Gouvernement et les autres partenaires fourniront des apports non alimentaires comme l'outillage agricole pour les activités VCA.

Questions environnementales

60. L'IPSR tient compte des questions environnementales selon diverses modalités. En premier lieu, elle comporte un certain nombre d'activités axées sur la reconstitution des ressources naturelles. Les activités de redressement peuvent contribuer à remédier aux dégâts infligés à l'environnement dans les plus anciens camps de personnes déplacées et zones d'installation des réfugiés en créant des parcelles boisées, des vergers, des ouvrages de récolte de l'eau et de drainage.

61. En deuxième lieu, l'exécution pratique de toutes les activités de l'IPSR prend en compte l'impact sur l'environnement. Ainsi, des fourneaux consommant peu d'énergie ont été adoptés pour le programme d'alimentation scolaire et continueront d'être utilisés de façon à réduire la demande de charbon de bois et à contribuer à sauvegarder les arbres aux alentours des écoles.

Services logistiques

62. L'unité responsable de la logistique du bureau de pays achemine les produits alimentaires ou autres importés ou achetés sur place jusqu'aux points de distribution finale dans les sous-régions du Karamoja, Acholi, Teso, Lango, Nil occidentale et Sud-Ouest. Dans le cas des produits importés, le bon déroulement de la première étape de l'opération dépend de l'efficacité et de la capacité du port de Mombasa et de la voie ferrée Kenya-Ouganda. Les produits arrivant à Mombasa sont transportés jusqu'aux points de livraison centraux du PAM à Tororo et Kampala par voie ferrée (25 pour cent) ou par la route (75 pour cent). Les produits achetés localement proviennent des régions excédentaires d'Ouganda et sont transportés aux points de livraison centraux. Les denrées sont ensuite acheminées à 19 points de livraison avancés et à plus de 1 000 points de distribution finale situés dans les zones d'activité du PAM de tout le pays. En règle générale, des transporteurs privés acheminent les produits jusqu'aux points de livraison avancés, mais en cas de besoin le bureau de pays utilise les camions de son propre parc.

Plans d'achat

63. L'unité du bureau de Kampala chargée des achats acquiert des vivres en Ouganda pour exécuter les programmes d'aide alimentaire au Burundi, en République démocratique du Congo, au Rwanda et en Ouganda même. En 2005 et 2006, le PAM a ainsi acheté en Ouganda 301 000 tonnes de vivres d'une valeur de 87 millions de dollars. En 2007, l'unité des achats a acquis 171 000 tonnes de vivres en Ouganda d'une valeur totale de 44 millions de dollars.
64. Les achats locaux présentent divers avantages. Premièrement, ils peuvent renforcer les moyens de subsistance des petits agriculteurs: les groupements de petits agriculteurs ont fourni environ 8 pour cent du maïs acheté en Ouganda pour être utilisé dans le pays même (7 000 tonnes). Deuxièmement, ce type d'achat correspond au Plan de modernisation de l'agriculture en encourageant l'accroissement de la production destinée au marché. Troisièmement, il réduit les coûts de transport pour les interventions en Ouganda et dans la région qui sont ainsi économiques. Enfin, les produits alimentaires sont mieux adaptés aux goûts des bénéficiaires de l'aide du PAM. Celui-ci se propose donc d'acheter 50 pour cent des denrées alimentaires nécessaires au niveau local, mais le volume effectif d'achat dépendra des ressources en espèces disponibles et du volume et de la qualité des denrées offertes sur le marché.
65. Les achats locaux peuvent aussi avoir des conséquences négatives, par exemple contribuer à faire monter les prix locaux. Les marchés seront surveillés et des ajustements des opérations seront effectués en cas de besoin pour prévenir ces effets négatifs.

SUIVI DES RESULTATS

66. La gestion axée sur les résultats constitue la base du système actuel de suivi et d'évaluation du PAM en Ouganda. Ce système permet de capturer et d'analyser les résultats et de les diffuser à des fins de prise de décisions de la direction, de comptes rendus de l'Organisation et d'utilisation conjointe par les Nations Unies et le Gouvernement.
67. Le cadre logique de l'IPSR est présenté à l'annexe II ci-après. Une évaluation à mi-parcours des activités sera entreprise en 2009 en collaboration avec les partenaires, à savoir les organisations des Nations Unies, les donateurs intéressés et le Bureau régional du PAM.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

68. Comme il n'est pas possible de prévoir l'évolution de la situation en Ouganda, des dispositions doivent être prises pour permettre éventuellement de modifier les activités. Les facteurs qui sont toujours susceptibles de perturber les opérations sont indiqués dans les scénarios. Des plans d'intervention d'urgence conjoints ont été mis au point et sont régulièrement revus par les organismes d'aide humanitaire.

MESURES DE SECURITE

69. Les préoccupations de sécurité occupent toujours une place majeure dans les plans d'opération du PAM. La sous-région du Karamoja est classée en phase III; celles d'Acholi, de Lango, de Teso et du Nil occidental en phase II; et celle du Sud-Ouest en phase I. Le PAM prend part au Plan de sécurité au niveau du pays des Nations Unies et au "Plan de sécurité par zones" établi pour chaque principale zone d'intervention (qui suit généralement les limites des districts); chaque zone est dotée d'un coordonnateur chargé de la sécurité qui peut recommander des évacuations de personnel au responsable de la sécurité des organisations, et à l'équipe chargée de la sécurité pour le pays des Nations Unies. Le bureau de pays se conforme également aux normes minimales de sécurité opérationnelle et aux normes minimales de télécommunications pour la sécurité.

RECOMMANDATION

70. Le Conseil d'administration est invité à approuver l'IPSR 10121.2 "Aide alimentaire ciblée pour les activités de secours et de redressement en faveur des réfugiés et des personnes déplacées et des autres groupes vulnérables".

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Céréales	370 856	229,5	85 111 452
– Légumes secs	72 533	504,6	36 600 152
– Mélange maïs-soja	90 792	394	35 772 048
– Huile végétale	23 090	1 213,6	28 022 024
– Sucre	4 758	395	1 879 410
Total, produits alimentaires	562 029		187 385 086
Transport extérieur			41 043 751
- Transport terrestre			32 277 727
- Transport intérieur, entreposage et manutention			50 945 119
Total, transport terrestre, entreposage et manutention			83 222 845
Autres coûts opérationnels directs			15 260 539
A. Total, coûts opérationnels directs			326 912 220
B. Coûts d'appui directs² (voir Annexe I-B)			27 177 552
C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent)³			24 786 284
TOTAL, COÛTS POUR LE PAM			378 876 056

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (<i>en dollars</i>)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	7 285 410
Administrateurs recrutés au plan national	2 069 100
Personnel des services généraux recrutés au plan national	4 297 288
Personnel temporaire	533 926
Heures supplémentaires	286 032
Primes	266 963
Consultants internationaux	159 000
Consultants nationaux	381 000
Voyages officiels du personnel	2 669 625
Formation et perfectionnement du personnel	457 647
Total partiel	18 405 991
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	1 054 600
Charges (électricité, etc.)	286 031
Fournitures de bureau	484 347
Services de communications	995 389
Assurances	217 876
Réparation et entretien du matériel	268 128
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	2 126 454
Autres dépenses de bureau	419 510
Prestations des organisations des Nations Unies	736 000
Total partiel	6 588 335
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	1 093 900
Véhicules	135 888
Matériel de communications	953 438
Total partiel	2 183 226
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	27 177 552



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
Objectif: Sauver des vies (Objectif stratégique 1)		
Effet direct 1 Réduction ou stabilisation de la malnutrition et de la mortalité chez les personnes déplacées, les réfugiés et les populations victimes de catastrophes (Objectif stratégique 1)	Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans, évaluée au moyen du rapport poids/taille Taux de mortalité brut, par catégorie de bénéficiaires Taux de guérison et d'abandon dans les centres d'alimentation supplémentaire	Aucun foyer de maladie important n'apparaît dans les zones du projet
<i>Produit 1.1</i> Fourniture en temps voulu de quantités suffisantes de vivres aux bénéficiaires ciblés	Proportion des bénéficiaires prévus recevant une aide alimentaire, par sexe et par tranche d'âge Proportion des denrées alimentaires prévues, distribuées par type de denrée	Absence de problèmes d'accès importants dus à des conflits ou des catastrophes naturelles Ressources suffisantes obtenues des donateurs en temps voulu
Objectifs: Renforcer les moyens de subsistance et appuyer les services communautaires essentiels, les infrastructures et les ressources naturelles (Objectifs stratégiques 2, 3 et 4)		
Effet direct 2 Aptitude accrue des ménages ciblés en situation de crise ou exposés aux chocs à satisfaire leurs besoins alimentaires (Objectif stratégique 2)	Proportion des dépenses des ménages bénéficiaires consacrée à l'alimentation	Les partenaires de coopération ont les capacités techniques requises pour les activités VCA
<i>Produit 2.1</i> Formation professionnelle fournie aux femmes et aux hommes ciblés	Proportion de la formation prévue organisée par catégories de formation	Bénéficiaires ciblés disposés à participer





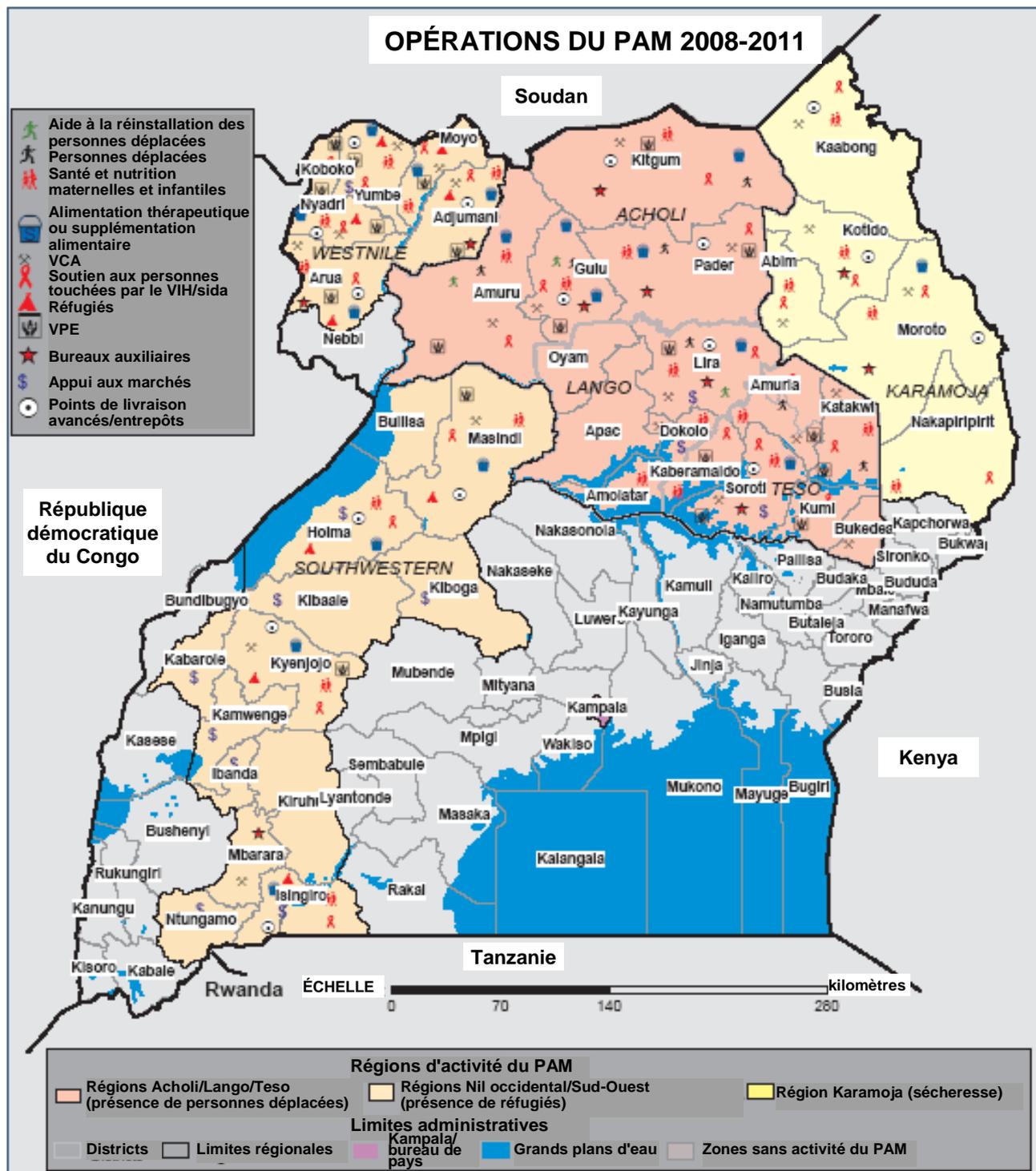
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p><i>Produit 2.2</i></p> <p>Appui à la reconstitution/création d'avoirs</p>	<p>Proportion des avoires prévus créés</p> <p>Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire, ventilé par sexe, par rapport aux prévisions</p> <p>Tonnage effectif de vivres distribué par rapport aux prévisions</p>	<p>Les partenaires de coopération ont les capacités techniques requises pour les activités VCA</p>
<p>Effet direct 3</p> <p>Plus grande utilisation des services des programmes de santé et de nutrition et meilleure utilisation des services et respect accru des traitements chez les bénéficiaires de traitements antirétroviraux, de prévention de la transmission de la mère à l'enfant et des traitements antituberculeux dans les programmes de lutte contre le VIH/sida et la tuberculose (Objectif stratégique 3)</p>	<p>Proportion des mères ayant accès aux services de SNMI et les utilisant</p> <p>Taux d'application et d'achèvement des traitements pour les patients sous traitements antirétroviraux et les tuberculeux</p>	<p>Sécurité de l'environnement</p> <p>Médicaments disponibles et gratuits</p> <p>Les patients ont accès aux centres</p>
<p><i>Produit 3.1</i></p> <p>Fourniture en temps voulu de quantités suffisantes de vivres aux bénéficiaires</p>	<p>Proportion des bénéficiaires prévus recevant une aide alimentaire, ventilée par catégorie d'activités, type de bénéficiaires et sexe</p>	<p>Aucune rupture de la filière</p>
<p>Effet direct 4</p> <p>Amélioration de l'assiduité des élèves des deux sexes dans les écoles recevant l'aide du PAM (Objectifs stratégique 4)</p>	<p>Pourcentage de filles et de garçons suivant les cours dans les écoles recevant l'aide du PAM</p>	<p>Sécurité de l'environnement</p>
<p><i>Produit 4.1</i></p> <p>Fourniture en temps voulu de quantités suffisantes de vivres aux bénéficiaires</p>	<p>Proportion des bénéficiaires prévus recevant une aide alimentaire, par catégorie d'activités, type de bénéficiaires et sexe</p>	<p>Aucune rupture de la filière</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
Objectif: Renforcer les capacités du Gouvernement (Objectif stratégique 5)		
Effet direct 5 Accroissement de la capacité du Gouvernement d'évaluer les besoins de vivres, de mettre au point des stratégies et d'exécuter des programmes d'aide alimentaire dans les zones ciblées (Objectif stratégique 5)	Nombre de mesures prises sur la base des recommandations des missions d'évaluation conjointes	Les autorités gouvernementales à tous les niveaux restent résolues à réduire l'insécurité alimentaire
<i>Produit 5.1</i> Fourniture d'une aide pour le renforcement des capacités	Nombre d'agents homologues recevant une formation aux niveaux local, régional et national dans le cadre des activités d'assistance technique du PAM	Homologues gouvernementaux disposés à participer à la formation



ANNEXE III

IPSR OUGANDA 10121.2



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACF	Action contre la faim
ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
LRA	Armée de résistance du Seigneur
OMD	objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDC	République démocratique du Congo
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VCT	Vivres contre travail
VIH/sida	virus de l'immunodéficience/syndrome d'immunodéficience acquise
VPF	Vivres au profit de la formation